

## Victoire pour la vie dans un Etat du Mexique

Author : jaimé adival

Categories : [En Une](#), [Points non négociables](#)

Date : 23 mai 2014



Le congrès de l'Etat mexicain de Guerrero vient de supprimer de l'ordre du jour, *sine die* et en tout cas pour la durée de l'actuelle législature, toute discussion d'une loi de légalisation de l'avortement. Le projet présenté par le gouverneur Angel Aguirre Rivero prévoyait de dépénaliser l'avortement jusqu'à 12 semaines de gestation.

Il s'agit – à en croire le député du PAN (Partido Accion National), Jorge Camacho, qui a annoncé le report devant l'assemblée le 15 mai – de « se donner davantage de temps ». [InfoCatolica](#) commente : « Dans le langage législatif mexicain, cela signifie déposer une initiative au congélateur. » Camacho a précisé qu'il y aurait des consultations publiques et un agenda d'interventions dans des forums publics, sans pour autant donner ni date, ni lieu, ce qui de l'avis des observateurs équivaut à une mise au rebut du projet.

Derrière l'atermoiement se trouve la mobilisation des forces pro-vie de Guerrero qui ont contraint les députés locaux au recul, sous peine de « polariser la société » dans un Etat où la violence latente est une préoccupation bien plus actuelle. Si bien que plusieurs élues de diverses formations politiques sont sorties devant l'immeuble du Congrès pour assurer aux manifestants pro-vie qui y attendaient de savoir le sort réservé au texte d'Aguirre Rivero que celui-ci ne serait pas discuté pendant la session en cours.

L'annulation du débat a également été facilité par l'isolement du Partido de la Revolucion Democratica auquel appartient le gouverneur : le parti de gauche faisait face à l'hostilité de tous les autres partis représentés au Congrès qui se sont opposés à la dépénalisation de l'avortement au nom du respect du droit de vivre depuis la conception. Aguirre n'était pas assuré d'obtenir une majorité pour approuver le texte en raison de la division au sein de son propre parti, plusieurs élus PRD, y compris proches du gouverneur s'étant manifestés pour le respect de la vie.

En se mettant d'accord sur le renvoi vers des consultations publiques, des commissions et des spécialistes de la société civile, le Congrès de Guerrero a pris acte de l'importance de l'opposition, après des tentatives de passage en force. Ce n'est pas faute en effet d'avoir manœuvré que le PRD enregistre cette défaite. Selon Infocatolica, de fortes sommes d'argent (plus d'un million de pesos (près de 57 000 euros) ont été promises aux députés qui voteraient pour le texte.

Dès le 6 mai, lendemain du jour où le projet de loi avait été envoyé au Congrès, l'Eglise catholique était montée au créneau en menaçant [d'excommunier](#) le gouverneur dès l'instant où le Congrès local approuverait la dépénalisation de l'avortement. C'est l'archevêque du diocèse de Chilpancingo-Chilapa, Mgr Alejo Zavaleta Castro, qui l'a déclaré au cours d'une conférence de presse où il s'est présenté entouré de laïcs engagés dans des mouvements pro-vie.

Mgr Zavaleta a indiqué que non seulement la dépénalisation de l'avortement constitue une atteinte à la vie, mais que personne ne propose de résoudre le problème de santé publique par l'existence duquel le gouvernement fait mine de justifier son initiative. « **Seul Dieu décide à qui il donne la vie, et à qui il ne la donne pas.** »

Jaime Adival